

19  
COUR INTERNATIONALE DE JUSTICE

MÉMOIRES, PLAIDOIRIES ET DOCUMENTS

AFFAIRE RELATIVE AUX DROITS  
DES RESSORTISSANTS  
DES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE  
AU MAROC

(FRANCE c. ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE)

VOLUME I

Requête. — Pièces écrites

INTERNATIONAL COURT OF JUSTICE

PLEADINGS, ORAL ARGUMENTS, DOCUMENTS

CASE CONCERNING RIGHTS OF  
NATIONALS OF THE UNITED STATES  
OF AMERICA IN MOROCCO

(FRANCE *v.* UNITED STATES OF AMERICA)

VOLUME I

Application.—Pleadings



COUR INTERNATIONALE DE JUSTICE

---

MÉMOIRES, PLAIDOIRIES ET DOCUMENTS

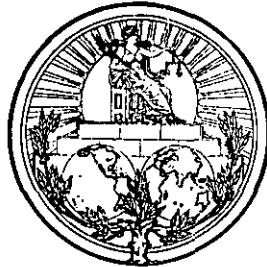
---

AFFAIRE RELATIVE AUX DROITS  
DES RESSORTISSANTS  
DES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE  
AU MAROC

(FRANCE c. ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE)

ARRÊT DU 27 AOÛT 1952

**VOLUME I**  
**Pièces écrites**



INTERNATIONAL COURT OF JUSTICE

---

---

PLEADINGS, ORAL ARGUMENTS, DOCUMENTS

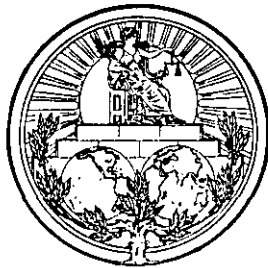
---

CASE CONCERNING RIGHTS OF  
NATIONALS OF THE UNITED STATES  
OF AMERICA IN MOROCCO

(FRANCE *v.* UNITED STATES OF AMERICA)

JUDGMENT OF AUGUST 27th, 1952

**VOLUME I**  
**Pleadings**



PREMIÈRE PARTIE

---

PIÈCES DE LA PROCÉDURE ÉCRITE

---

---

PART I

---

PLEADINGS

SECTION A. — REQUÊTE  
INTRODUCTIVE D'INSTANCE

---

I. — LE CHARGÉ D'AFFAIRES A. I. DE FRANCE  
AUX PAYS-BAS  
AU GREFFIER DE LA COUR

N° 18

La Haye, le 28 octobre 1950.

Monsieur le Greffier,

J'ai l'honneur de porter à votre connaissance que mon gouvernement a décidé de soumettre à la Cour internationale de Justice un différend avec le Gouvernement des États-Unis d'Amérique concernant les droits des ressortissants des États-Unis au Maroc.

M. le professeur André Gros, jurisconsulte, et M. le professeur Paul Reuter, jurisconsulte adjoint, du ministère des Affaires étrangères français, ont été respectivement désignés officiellement comme agent et agent adjoint du Gouvernement de la République dans cette affaire.

Je vous prie de trouver ci-joint, accompagnée d'une lettre de M. le professeur Gros, la requête introductive d'instance au nom du Gouvernement français.

Veuillez agréer, etc.

(*Signé*) OLIVIER MANET.

---

II. — L'AGENT DU GOUVERNEMENT DE LA  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE AU GREFFIER DE LA COUR

Paris, le 27 octobre 1950.

Monsieur le Greffier,

J'ai l'honneur de vous adresser, au nom du Gouvernement de la République française, une requête introductive d'instance auprès de la Cour internationale de Justice, exposant un différend avec le Gouvernement des États-Unis d'Amérique sur les droits des ressortissants américains au Maroc.

Veuillez agréer, etc.

(*Signé*) ANDRÉ GROS.

---

SECTION A.—APPLICATION INSTITUTING  
PROCEEDINGS

---

I.—THE CHARGÉ D'AFFAIRES A. I. OF FRANCE  
IN THE NETHERLANDS  
TO THE REGISTRAR OF THE COURT

[*Translation by the Registry*]

No. 18

The Hague, October 28th, 1950.

Sir,

I have the honour to inform you that my Government has decided to submit to the International Court of Justice a dispute with the Government of the United States of America concerning the rights of United States nationals in Morocco.

Professor André Gros, Legal Adviser, and Professor Paul Reuter, Assistant Legal Adviser, in the French Ministry for Foreign Affairs, have been officially appointed as Agent and Assistant Agent respectively for the Government of the Republic in this case.

I enclose herewith the Application instituting proceedings on behalf of the French Government, together with a letter from Professor Gros.

I have, etc.

(*Signed*) OLIVIER MANET.

---

II.—THE AGENT OF THE GOVERNMENT OF THE FRENCH  
REPUBLIC TO THE REGISTRAR OF THE COURT

[*Translation by the Registry*]

Paris, October 27th, 1950.

Sir,

I have the honour to transmit to you, on behalf of the Government of the French Republic, an Application instituting proceedings before the International Court of Justice relating to a dispute with the Government of the United States of America concerning the rights of American nationals in Morocco.

I have, etc.

(*Signed*) ANDRÉ GROS.

---

### III. — REQUÊTE INTRODUCTIVE D'INSTANCE AU NOM DU GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

A Monsieur le Président,

A Messieurs les Juges de la Cour internationale de Justice,

Les soussignés, dûment autorisés par le Gouvernement de la République française, élisant domicile au siège de l'ambassade de France à La Haye,

Vu l'article 36, paragraphe 2, du Statut de la Cour et l'acceptation de la juridiction obligatoire de la Cour par le Gouvernement des États-Unis le 26 août 1946 et par le Gouvernement de la République française le 18 février 1947,

Vu l'article 10 de l'accord du 28 juin 1948 entre la France et les États-Unis d'Amérique,

Vu le traité du 30 mars 1912 entre le Gouvernement de la République française et l'Empire chérifien,

Vu l'article 40, alinéa 1, du Statut de la Cour,

Ont l'honneur de vous adresser la requête suivante :

Le 30 décembre 1948, le Gouvernement chérifien a pris des mesures pour soumettre à licence les importations ne comportant pas allocation officielle de devises et pour limiter ces importations à un certain nombre de produits indispensables à l'économie marocaine.

Par plusieurs notes, le Gouvernement des États-Unis a affirmé que cette mesure, prise en application du régime de contrôle des changes établi en 1939, mettait en question sur un point essentiel les droits que le Gouvernement américain estime tenir des traités qui le lient au Maroc.

Le Gouvernement des États-Unis prétend en effet qu'aucun texte législatif ou réglementaire marocain ne peut être appliqué aux ressortissants américains au Maroc sans son accord préalable. Le problème posé par la réglementation du 30 décembre 1948 sur les importations sans devises n'est donc qu'un cas particulier d'une difficulté générale qui oppose le Gouvernement de la République française dans l'exercice des droits qu'il tient du traité de protectorat du 30 mars 1912, et le Gouvernement des États-Unis, qui invoque le traité du 16 septembre 1836 entre les États-Unis et l'empereur du Maroc.

III.—APPLICATION INSTITUTING PROCEEDINGS  
ON BEHALF OF THE GOVERNMENT OF THE FRENCH  
REPUBLIC

[*Translation by the Registry*]

To the President,

And the Judges of the International Court of Justice,

The undersigned, having been duly authorized by the Government of the French Republic, and having chosen the French Embassy at The Hague as their address for service,

Having regard to Article 36, paragraph 2, of the Statute of the Court, and the acceptance of the compulsory jurisdiction of the Court by the Government of the United States on the 26th August 1946, and by the Government of the French Republic on the 18th February 1947,

Having regard to Article 10 of the Agreement of 28th June 1948 between France and the United States of America,

Having regard to the Treaty of the 30th March 1912 between the Government of the French Republic and the Shereefian Empire,

Having regard to Article 40, paragraph 1, of the Statute of the Court,

Have the honour to submit to you the following Application :

On 30th December 1948, the Shereefian Government adopted measures subjecting to licence certain imports which do not involve an *official allocation of currency*, and limiting such imports to a certain number of products indispensable to the economic system of Morocco.

The Government of the United States has declared, in a series of notes, that this measure, which was adopted in pursuance of the exchange control régime established in 1939, affected, in an essential point, the rights which the American Government regards as appertaining to it under its treaties with Morocco.

Thus, the Government of the United States contends that no Moroccan law or regulation can be applied to American nationals in Morocco without its previous consent. The problem raised by the regulations of 30th December 1948, concerning imports not involving an allocation of currency, is therefore only a special case of a difficulty of a more general character which places the Government of the French Republic, in the exercise of its right under the *Protectorate Treaty of the 30th March 1912*, in opposition to the Government of the United States, which relies on the *Treaty of the 16th September 1836*, between the United States and the Emperor of Morocco.



Malgré de nombreuses tentatives de la part du Gouvernement de la République française pour trouver une solution amiable aux différents problèmes posés par la réglementation du 30 décembre 1948, le Gouvernement des États-Unis n'a donné à cette réglementation qu'un accord provisoire et temporaire, qui devait prendre fin le 10 décembre 1949, mais fut prolongé par un arrangement du 31 décembre 1949 ; par une note du 3 octobre 1950, le Gouvernement des États-Unis fait présager la dénonciation de l'accord.

La position du Gouvernement des États-Unis sur ces problèmes fut développée notamment dans une note remise le 9 octobre 1949 à la Résidence générale de France au Maroc par l'agent diplomatique des États-Unis à Tanger : le Gouvernement des États-Unis subordonnait son accord définitif à de nouvelles conditions ; celles-ci apparurent au Gouvernement français, qui les déclina, comme contraires aux traités existants.

La première était le remboursement aux ressortissants américains des taxes de consommation payées jusqu'à cette date.

Ce remboursement générateur d'un traitement préférentiel en faveur des ressortissants américains eût été en fait profondément inéquitable parce que ces taxes, incorporées au prix des produits vendus, ont été acquittées par les consommateurs et qu'il s'agirait en vérité d'un don gratuit aux seuls importateurs américains, privilège que rien ne saurait justifier.

Le Gouvernement des États-Unis fondait cette prétention sur le principe que toute réglementation chérifienne qui n'a pas reçu au préalable son accord est inapplicable à ses ressortissants. Les ressortissants américains au Maroc, appuyés par leur représentation diplomatique, entendent échapper de cette manière à d'autres réglementations que celle du 30 décembre 1948 sur les importations sans devises ; le Gouvernement français se réserve de développer ces points devant la Cour en temps utile.

Alors que le Gouvernement des États-Unis a de façon formelle reconnu le protectorat de la France sur le Maroc par les notes des 2 janvier et 20 octobre 1917, le Gouvernement de la République française ne saurait accepter des prétentions qui aboutiraient en fait à l'empêcher de remplir la mission qu'il a assumée et que l'ensemble des autres États avait reconnue bien avant 1917, soit en adhérant aux divers traités qui définissent le statut international du Maroc, soit en reconnaissant formellement le protectorat assumé par la France.

Les seules réserves que les États-Unis aient jamais énoncées sont les suivantes : ils n'ont pas, comme d'autres États, adhéré à tous les actes qui définirent le statut international du Maroc, mais, lorsqu'ils ont formellement reconnu le protectorat français sur le Maroc, ils ont dans une note du 2 janvier 1917 exprimé le désir de « considérer séparément la question de la reconnaissance du protectorat et la question des droits, capitulaires ou autres, [des États-Unis] au Maroc ».

In spite of numerous efforts on the part of the Government of the French Republic to arrive at an amicable solution of the various problems raised by the regulations of the 30th December 1948, the Government of the United States only consented to a provisional and temporary agreement which was to terminate on the 10th December 1949, but was extended by an arrangement dated 31st December 1949; in a note of 3rd October 1950, the Government of the United States indicated its intention of denouncing the agreement.

The position of the Government of the United States in regard to these problems was set forth, in particular, in a note delivered on the 9th October 1949, by the United States diplomatic agent at Tangier to the Resident General of France in Morocco : the Government of the United States made its definitive agreement dependent on new conditions ; these conditions appeared to the French Government, which rejected them, as contrary to the existing treaties.

The first condition was the refund of the consumers-tax paid by American nationals up to that date.

This reimbursement, which would involve a preferential treatment of American nationals, would in fact have been extremely unfair, because the taxes in question, having been incorporated in the selling price of the products, had been paid by the consumers, so that the result would really have been a free gift to American importers alone, a privilege for which there could be no justification.

The Government of the United States based this claim on the principle that any Shereefian regulations to which it had not agreed in advance were inapplicable to its nationals. The American nationals in Morocco, supported by their diplomatic representative, are seeking in this way to escape the effect of regulations, other than those of the 30th December 1948, concerning imports not involving an allocation of currency ; the French Government proposes to elaborate these points before the Court in due course.

In view of the fact that the Government of the United States formally recognized the protectorate of France over Morocco in its notes of the 2nd January and 20th October 1917, the Government of the French Republic feels unable to accept claims which would in fact prevent it from discharging the mission which it has assumed, and which most other States had recognized long before 1917, either by adhering to various treaties which defined the international status of Morocco, or by formally recognizing the protectorate assumed by France.

The only reservations which have ever been formulated by the United States are as follows : they did not, like some other States, accede to all the instruments which defined the international status of Morocco, but, when they formally recognized the French protectorate over Morocco, they expressed a desire, in a note dated 2nd January 1917, to "consider separately the question of the recognition of the protectorate and the question of [the United States of America's] capitulatory and other rights in Morocco".

Le Gouvernement de la République française se propose de faire établir par la Cour internationale de Justice que cette seule réserve « des droits, capitulaires ou autres », des États-Unis n'a jamais comporté et ne peut comporter l'extension que prétend actuellement lui donner le Gouvernement des États-Unis d'Amérique. Le traité conclu entre les États-Unis d'Amérique et l'empereur du Maroc le 16 septembre 1836 prévoit uniquement, dans ses articles 20 et 21, une exemption de la juridiction locale limitée à des cas précis, et le Gouvernement des États-Unis ne peut en déduire le droit de n'accepter l'application à ses ressortissants au Maroc de toute législation et réglementation qu'avec son consentement exprès.

D'autre part, ce n'est que par le jeu de la clause de la nation la plus favorisée que les ressortissants des États-Unis ont pu bénéficier d'autres privilèges que ceux prévus dans les articles 20 et 21 du traité du 16 septembre 1836 ; mais tous les États étrangers ayant renoncé aux privilèges stipulés dans les traités particuliers en faveur de leurs ressortissants, le jeu de la clause de la nation la plus favorisée ne saurait plus provoquer leur extension aux ressortissants des États-Unis.

En second lieu, le Gouvernement des États-Unis prétend tirer de l'acte général de la conférence internationale d'Algésiras du 7 avril 1906 la preuve que la France, dans son action au Maroc, s'est écartée du principe de la liberté économique sans aucune inégalité qui est affirmé dans le préambule de cet instrument diplomatique. Selon le Gouvernement de la République française, le contenu concret du principe de la liberté économique sans aucune inégalité doit être déterminé en fonction des données révélées par la pratique internationale, telle qu'elle se dégage de l'évolution économique et de l'interprétation d'autres traités contenant le même principe. Les grands actes internationaux par lesquels les États, à la suite du dernier conflit, se sont efforcés de revenir à la liberté des échanges et de faire disparaître les discriminations (notamment les accords de Bretton Woods du 22 juillet 1944, les accords sur les tarifs douaniers et le commerce du 30 octobre 1947 et la charte de La Havane du 24 mars 1948) ont prévu pour un État le droit de prendre les mesures nécessaires pour éviter une crise qui menacerait gravement ses conditions mêmes d'équilibre économique et de stabilité monétaire.

Aussi bien le Gouvernement des États-Unis lui-même a-t-il, dans une note remise à l'ambassade de France le 29 juillet 1949, reconnu « la nécessité pour le Maroc français de contrôler ses importations étant donné les conditions économiques actuelles du monde ». Ainsi, le Gouvernement des États-Unis reconnaît que la liberté à laquelle prétendent les ressortissants américains au Maroc ne saurait être une liberté absolue et que la règle de la

The Government of the French Republic will ask the International Court of Justice to declare that this sole reservation concerning "capitulatory and other rights" of the United States never covered, and could not cover, the extension which the Government of the United States of America is now seeking to give it. The Treaty concluded between the United States of America and the Emperor of Morocco on the 16th September 1836 provides, in its Articles 20 and 21, only for exemptions from the local jurisdiction limited to specified cases, and the Government of the United States cannot deduce therefrom a right to exclude the application of all laws and regulations to its nationals in Morocco except with its express consent.

On the other hand, it is only through the operation of the most-favoured-nation clause that the United States nationals were able to enjoy other privileges than those provided in Articles 20 and 21 of the Treaty of September 16th, 1836; but as all foreign States have renounced the privileges provided in favour of their nationals in the separate treaties, the most-favoured-nation clause could no longer justify the extension of such privileges to nationals of the United States.

In the second place, the Government of the United States claims to find in the General Act of the International Conference of Algenciras of April 7th, 1906, proof that France, in her conduct of affairs in Morocco, had departed from the principle of economic liberty without any inequality, which is laid down in the Preamble of that diplomatic instrument. According to the Government of the French Republic, the actual meaning of the principle of economic liberty without any inequality must be determined in the light of the information revealed by international practice, as it is shaped by economic development and as it results from the interpretation of other treaties containing the same principle. The great international instruments by which the States, after the last conflict, tried to restore the freedom of exchanges and to eliminate discrimination (in particular, the Agreements of Bretton Woods of July 22nd, 1944, the Agreements on customs tariffs and trade of October 30th, 1947, and the Charter of Havana of 24th March 1948) authorize a State to take such measures as are necessary to avoid a crisis which would gravely threaten the foundations of its economic equilibrium and its monetary stability.

That is why the Government of the United States, in a note delivered to the French Embassy on 29th July 1949, itself recognized "the need for French Morocco to control its imports, in view of the present economic conditions of the world"<sup>1</sup>. Thus the Government of the United States recognizes that the freedom which is claimed by American nationals in Morocco cannot be an absolute freedom, and that the rule of economic liberty without

<sup>1</sup> Translation by the Registry.

liberté économique sans aucune inégalité doit être interprétée à la lumière d'autres principes, parmi lesquels on pourrait notamment citer ceux que ce gouvernement a tenu à insérer dans l'accord conclu avec la France le 28 juin 1948, relatif à l'application du programme de relèvement européen, comme dans les conventions multilatérales citées plus haut.

Ayant vainement eu recours à la négociation diplomatique sur tous les points précédents, le Gouvernement de la République française a décidé de porter l'ensemble des questions sur lesquelles il s'oppose au Gouvernement des États-Unis d'Amérique devant la Cour internationale de Justice.

En conséquence, et sous réserve de tous mémoires, contre-mémoires et en général de tous moyens et preuves à présenter ultérieurement à la Cour,

PLAISE A LA COUR,

Donner acte à l'agent du Gouvernement de la République française que, pour toutes notifications et communications relatives à la présente affaire, il élit domicile au siège de l'ambassade de France à La Haye ;

Notifier la présente requête, conformément à l'article 40, alinéa 2, du Statut de la Cour, au Gouvernement des États-Unis d'Amérique ;

Dire et juger, tant en l'absence qu'en présence dudit gouvernement et après tel délai que, sous réserve d'un accord entre les Parties, il appartiendra à la Cour de fixer :

Que les privilèges des ressortissants des États-Unis d'Amérique au Maroc sont uniquement ceux qui résultent du texte des articles 20 et 21 du traité du 16 septembre 1836 et que, la clause de la nation la plus favorisée contenue dans l'article 24 dudit traité ne pouvant plus être invoquée par les États-Unis dans l'état actuel des engagements internationaux de l'Empire chérifien, rien ne justifie pour les ressortissants des États-Unis un régime préférentiel qui serait contraire aux dispositions des traités ;

Que le Gouvernement des États-Unis d'Amérique n'est pas en droit de prétendre que l'application à ses ressortissants au Maroc de toutes législations et réglementations dépend de son consentement exprès ;

Que les ressortissants des États-Unis d'Amérique au Maroc sont soumis aux dispositions législatives et réglementaires mises en vigueur dans l'Empire chérifien, notamment en ce qui concerne la réglementation du 30 décembre 1948 sur les importations sans devises, sans que l'accord préalable du Gouvernement des États-Unis soit nécessaire ;

any inequality must be interpreted in the light of other principles, among which may be cited those which that Government saw fit to include in its Agreement with France of 28th June 1948, relating to the application of the European recovery programme, as well as in the multilateral conventions mentioned above.

Having resorted, without success, to diplomatic negotiations on all the preceding points, the Government of the French Republic has decided to bring the whole of the questions on which it differs from the Government of the United States of America before the International Court of Justice.

Consequently, and without prejudice to any memorial, counter-memorial, and in general all other arguments and evidence which may subsequently be submitted to the Court,

MAY IT PLEASE THE COURT,

To note that the Agent of the Government of the French Republic has selected the French Embassy at The Hague as an address for service at the seat of the Court, for all notifications and communications relating to the case ;

To communicate to the Government of the United States of America the present Application, in accordance with Article 40, paragraph 2, of the Statute of the Court ;

To judge and declare, either in the absence or in the presence of the said Government, and after such interval of time as the Court may decide, subject to an agreement between the Parties :

That the privileges of the nationals of the United States of America in Morocco are only those which result from the text of Articles 20 and 21 of the Treaty of September 16th, 1836, and that, since the most-favoured-nation clause contained in Article 24 of the said treaty can no longer be invoked by the United States in the present state of the international obligations of the Shereefian Empire, there is nothing to justify the granting to the nationals of the United States of preferential treatment which would be contrary to the provisions of the treaties ;

That the Government of the United States of America is not entitled to claim that the application of all laws and regulations to its nationals in Morocco requires its express consent ;

That the nationals of the United States of America in Morocco are subject to the laws and regulations in force in the Shereefian Empire, and in particular the regulation of December 30th, 1948, on imports not involving an allocation of currency, without the prior consent of the United States Government ;

Que le dahir du 30 décembre 1948 portant réglementation des importations sans devises est conforme au régime économique applicable au Maroc selon les conventions qui lient la France et les États-Unis.

L'Agent du Gouvernement  
de la République française,  
(Signé) ANDRÉ GROS.

L'Agent adjoint du Gouvernement  
de la République française,  
(Signé) PAUL REUTER.

---

That the *dahir* of December 30th, 1948, concerning the regulation of imports not involving an allocation of currency, is in conformity with the economic system which is applicable to Morocco, according to the conventions which bind France and the United States.

The Agent of the Government  
of the French Republic,  
(Signed) ANDRÉ GROS.

The Assistant Agent of the Government  
of the French Republic,  
(Signed) PAUL REUTER.

---